

Direction Inspection Contrôle Audit
Affaire suivie par :



Dijon, le 31 MAI 2024

Le directeur général de l'agence régionale de santé
à

Madame la Présidente de VYV3 BOURGOGNE
16 Bd Sévigné
21017 DIJON CEDEX

RAR N° 2C 182 939 7471 7

Objet : notification des mesures définitives suite au contrôle sur pièces réalisé au titre des articles L313- 13 et suivants du code de l'action sociale et des familles – N° FINESS 21 098 720 2 - EHPAD LA TUILERIE - PIERRE VIRELY - EPOISSES

**PJ : - tableau des mesures définitives
- tableau de suivi RH**

A la suite du contrôle sur pièces de l'établissement visé en objet dont vous assurez la gestion, je vous ai adressé, par lettre du 29 septembre 2023, les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle afin de vous aider à restaurer au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge de vos résident(e)s.

Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L121-1 et L122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 15 jours vous a été accordé afin de pouvoir apporter des éléments de réponse aux prescriptions et recommandations envisagées et vos commentaires éventuels sur le rapport.

J'accuse réception de votre réponse en date du 23 octobre 2023, ainsi que des pièces jointes à cette dernière.

A la suite de l'analyse de ces éléments de réponse que vous avez portés à ma connaissance et conformément à ce que je vous annonçais dans ma lettre du 29 septembre 2023, je vous notifie les

ARS Bourgogne-Franche-Comté
Le Diapason, 2 Place des Savoirs, CS 73535, 21035 Dijon cedex
Tél. : 0808 807 107 - Site : www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr



mesures définitives relatives aux prescriptions et recommandations. Elles sont rassemblées dans le tableau joint en annexe et classées par ordre de priorité.

J'appelle votre attention sur l'importance d'assurer la mise en œuvre et la prise en compte dans votre établissement de ces mesures. Ces dernières feront l'objet d'un suivi par mes services et plus particulièrement par : [REDACTED] chargée de mission médico-social secteur « personnes âgées », à la direction territoriale de Côte-d'Or : [REDACTED]

Par ailleurs et afin de renforcer les conditions d'un accompagnement de proximité entre mes services et la direction de votre établissement, je vous remercie de bien vouloir compléter le fichier « tableau suivi RH » en pièce jointe. Ce dernier permettra d'assurer un suivi spécifique sur la thématique des ressources humaines de votre établissement et d'apprécier la stabilité de ses équipes soignantes.

Il sera à adresser (en format Excel) à la chargée de mission ARS susmentionnée, en charge du suivi, à 6 mois à compter de la réception du présent courrier.

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- d'un recours gracieux à mon attention,
- d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre du travail, de la santé et des solidarités,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

Le directeur général,



Copies à :

Monsieur le Directeur
210987202 - EHPAD LA TUILERIE - PIERRE VIRELY
3 rue de la Sagesse
21460 EPOISSES

Monsieur le Président
Conseil départemental de la Côte-d'Or
53 bis rue de la Préfecture
CS 13501
21035 DIJON CEDEX

Tableau des mesures définitives

Prescriptions

Date de mise à jour des mesures :

30/04/2024

Nom établissement :

EHPRH LA TUILERIE - PIERRE VINEL Y

Adresse :

3 R DE LA SAGESSE

Commune :

EPOUILLES

Coordonnées :

23460

Prescriptions			Libellé	Fondement juridique	Délai	Elément de preuve à fournir	Référence rapport E/R	Levier O/N/ Abandonnée	Date de la levée	Observations
N°	3									
1			Doter la structure d'un temps complémentaire de médecin coordonnateur OU Disposer d'un temps complémentaire de médecin coordonnateur afin d'étendre l'ETP réglementaire requis au regard de la capacité de l'ETPAD : - soit en augmentant le temps de travail du médecin coordonnateur actuel de l'établissement ; - soit en proposant une solution alternative.	Article D312-138 du CASP	6 mois	Actions mises en œuvre Publication d'offres d'emploi Contrats de travail Autres modalités d'interventions proposées en l'intervalle dans l'attente du recrutement	E1			<p>Après analyse de la réponse de l'établissement, la mission direct les observations ci-dessous.</p> <p>- L'établissement évoque dans la réponse la problématique de démographie médicale :</p> <p>La mission relève qu'aucun élément de preuve concernant cette recherche n'est jointe à la réponse.</p> <p>- L'établissement évoque pas explorer d'autres pistes d'intervention et de ressources existantes susceptibles de pallier, en l'attente, le temps manquant de médecin coordonnateur.</p> <p>La mission est consciente des difficultés auxquelles sont confrontés certains établissements pour pouvoir l'ETP médecin coordonnateur réglementairement requis. Néanmoins, en l'absence d'éléments de preuve, la mission n'est pas en mesure de vérifier les recensements et leviers activés par l'établissement.</p> <p>- Par ailleurs, aucun élément n'a été porté à la connaissance concernant les actions mises en place et/ou envisagées permettant d'assurer, dans l'intervalle au sein de l'établissement, ce temps manquant sur les missions dévolues à un médecin coordonnateur.</p> <p>La prescription n°1 est maintenue et notifiée.</p>
2			Renforcer l'organisation des soins afin de garantir des prestations individuelles et réalisées au sein de l'établissement par des équipes pluridisciplinaires qualifiées : - en évaluant à travers la maquette organisationnelle, le besoin en ressources humaines qualifiées ; - en réalisant d'AS/IDE (ETP AS/IDE) pour accompagner les étudiants ; - en assurant un suivi de la maquette organisationnelle pour optimiser les ressources soignantes en lien avec l'ETP cible ; - en limitant la rotation du personnel soignant ; - en limitant le recours à l'interim ; - en disposant d'un personnel qualifié, ayant une connaissance de la structure et des résidents ; - en s'assurant de la détection effective des diplômés par les personnels pour tout recrutement, y compris en COD ; - en consolidant la mise en place et l'accompagnement de parcours qualifiant pour accompagner la montée en compétences des professionnels #AS2 en poste.	Article L312-3 du CASP Article L312-11 II al 4 du CASP Article D312-145-0 II du CASP	6 mois	Maquette organisationnelle révisée Plan d'actions visant à apporter les différents leviers activés, les délais et les réalisations pour recruter stabiliser et fidéliser l'équipe soignante Tableau de suivi nominatif des personnels #AS en cours de VAE (date et n° de recevabilité de la demande, statut de la VAE, nom du tuteur)	E1 E4 E5 R4 R5	N		<p>Après analyse de la réponse de l'établissement et des pièces jointes, la mission direct les observations ci-dessous.</p> <p>- La maquette organisationnelle n'a pas été révisée. Le besoin théorique ETP AS n'est pas couvert. La mission ne peut pas vérifier en l'état si l'écart constaté concernant cette fonction est corrigé.</p> <p>- La mission qualifie la démarche que déclare engager l'établissement pour stabiliser et fidéliser les équipes soignantes. Néanmoins, les pièces jointes transmises sont insuffisantes et ne permettent pas à la mission de s'assurer que l'établissement active tous les leviers à sa disposition.</p> <p>- En phase initiale du contrôle, la mission n'avait pas été en mesure de vérifier que tous les personnels (COD) ainsi que COD employés sur des postes IDE-DEC et AS-APPASO étaient diplômés. Aucune information complémentaire ou justificatif n'a été porté à la connaissance dans la réponse de l'établissement.</p> <p>-</p> <p>La mission relève que les éléments de preuve portés à la connaissance sont insuffisants pour lui permettre d'objectiver les actions correctives mises en place et/ou engagées par l'établissement.</p> <p>La prescription n°2 est maintenue et notifiée.</p> <p>Les contrats du rapport ont été dressés sur l'exercice 2022. Afin d'objectiver les actions correctives mises en place, les éléments de preuve (maquette organisationnelle, plan d'actions, formulaire pour recruter les ETP manquants, diplômes des personnels IDE-DEC/AS-APPASO en COD et CDI, tableau de suivi nominatif des personnels #AS engagé dans un parcours qualifiant) à transmettre par l'établissement doivent concerner l'exercice 2023.</p> <p>La mission tient à préciser que la maquette organisationnelle est un document (non nominatif et différent des planning) décrivant les postes et les plages horaires théoriques évalués par l'établissement pour faire fonctionner la structure. A cette organisation type, s'ajoute une part/jour % d'absentéisme à intégrer afin de prendre en compte les absences prévues ou non prévues (arrêt maladie, accident du travail, congé maternité, formation).</p>

Tableau des mesures définitives

Prescriptions

Date de mise à jour des mesures : 02/04/2024

Nom établissement : EHPAD LA TUILLERE - PIERRE VINELY

Coordonnateur : [REDACTED]

Adresse : 3 R DE LA SAGESSE

Commune : EPOSSIES

Code postal : 21460

Prescriptions			Libellé			Fondement juridique	Délai	Elément de preuve à fournir	Référence rapport E/R	Levée O/N/ Abandonnée	Date de la levée	Observations
Nb	3								61			
3	Demander à l'ensemble des personnels infirmiers en poste de s'inscrire et/ou de mettre à jour leur inscription au tableau de l'ordre infirmier et/ou de l'effectif de cette inscription.					Article L431-15 du CSP	1 mois	Liste des infirmiers en poste au 1er juillet 2023 N° d'inscription et preuve d'inscription ou de mise à jour de l'inscription au tableau de l'ordre	61			Au vu, au vu de la réponse de l'établissement et de la police locale, la réponse émet les observations ci-dessous.
												La prescription n° 3 est maintenue et notifiée

Tableau des mesures définitives
Recommandations

Date de mise à jour des mesures : 12/04/2024

Coordonnateur : [REDACTED]

Nom établissement : EHPAD LA TUILERIE - PIERRE VIRELY
Adresse : 3 R DE LA SAGESSE

Codre postal : 21460

Commune : Epolisses

Recommandations			Référence rapport E/R	Observations
Nb	0	Libellé	Référentiel de bonnes pratiques	
1		Définir et mettre en oeuvre des leviers permettant de stabiliser la fonction de direction	RBPP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, HAS, 2008	La mission prend acte de la réponse de l'établissement. La recommandation n°1 est abandonnée.
2		Améliorer l'efficacité de la supervision et de la coordination des personnels de soin [REDACTED]	RBPP : qualité de vie en EHPAD - volet 4 : l'accompagnement personnalisé de la santé du résident, HAS, 2012	La mission prend acte de l'attestation de la formation spécifique [REDACTED] La recommandation n°2 est abandonnée.
3		Institutionnaliser des réunions de direction à visée décisionnelle avec suivi, organisées par le directeur de la structure et se tenant en sa présence, et formaliser la communication des comptes rendus à l'ensemble des équipes.	RBPP : Bien-être : définition et repères pour la mise en œuvre, HAS, 2008	La mission considère que l'établissement répond aux attendus de la recommandation. La recommandation n°3 est abandonnée.